

Unité Interdépartementale 39-71
4 rue du curé Marion
39000 Lons-le-Saunier

Le 23/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/10/2022

Contexte et constats

Publié  **GÉORISQUES**

sur

FRAMATOME-CREUSOT-FORGE

6 allée Jean Perrin
71200 LE CREUSOT

Références : RD/VV/2022/L_655
Code AIOT : 0025200001

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2022 dans l'établissement FRAMATOME-CREUSOT-FORGE implanté 6 allée Jean Perrin 71200 LE CREUSOT. L'inspection a été annoncée le 21/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre de l'établissement du plan de surveillance des rejets aqueux industriels.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRAMATOME-CREUSOT-FORGE
- 6 allée Jean Perrin 71200 LE CREUSOT
- Code AIOT : 0025200001
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site FRAMATOME (Forge) au Creusot est spécialisé dans la forge, par presse à partir de lingots, et l'usinage d'équipements lourds notamment pour les centrales nucléaires. Les pièces potentiellement produites sur le site sont notamment : des viroles, corps de volutes de pompes, cuves de protection, tuyauteries, etc. en lien direct avec le réacteur nucléaire.

Ces pièces sont ensuite, pour partie, assemblées dans les usines de Chalon / St-Marcel (71) pour

former les composants clés des réacteurs nucléaires.

Le site produit également des pièces pour d'autres secteurs : transport nucléaire, éolien, pétrochimie, sidérurgie et marine.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	/	Sans objet
2	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	/	Sans objet
3	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
4	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 03/08/20210 article-4.3.7.1	/	Sans objet
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
8	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet
9	Prélèvements	Arrêté Préfectoral du 03/08/2010, article 4.1.1	/	Sans objet
10	Rejets effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2010, article 4.3.3	/	Sans objet
11	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 03/08/2010, article 8.6.7.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des dépassements des valeurs limites d'émission pour le plomb et les hydrocarbures fin 2021-début 2022. L'exploitant doit se mettre en conformité par rapport à l'arrêté préfectoral du site en vigueur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Schéma des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Le plan des réseaux a été présenté en séance et transmis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Actions nationales 2022, Débit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m ³ . Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : Le débit maximal journalier dépasse 100 m ³ au niveau du rejet 2 du puits St Laurent, le débit est mesuré en continu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Fréquence de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : L'exploitant a mis en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées par Véolia sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral du 3/08/2010 modifié par l'arrêté préfectoral du 14/11/2013. Le programme de surveillance est en cours de révision suite aux dernières évolutions réglementaires sur les rejets de substances dangereuses (AM RSDE), il donnera lieu à un arrêté préfectoral complémentaire dans les mois qui viennent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/20210, article-4.3.71
Thème(s) : Respect VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.
Constats : Pour le plomb le flux maximum a été dépassé 2 fois en janvier et février 2022 : 67 g/j et 58 g/j pour un flux max à 50 g/j. L'exploitant ne sait pas expliquer ce dépassement, un suivi renforcé des concentrations en plomb sera prescrit au niveau de l'étang Le Duc dans l'arrêté préfectoral complémentaire .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dépassements et actions correctives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : Le flux maximal autorisé pour le paramètre plomb a été dépassé en décembre 2021, janvier, et février 2022. Flux max = 50 g/j , dec. 2021 = 79 g/j, janv. 2022 = 67 g/j, février 2022 = 58 g/j. Le flux moyen des 12 derniers mois est de 31 g/j. Les causes de ces dépassements doivent être recherchées et transmises à l'inspection.</p> <p>Le flux max et la VLE en concentration pour les hydrocarbures totaux ont été dépassés en novembre et décembre 2021 (de l'ordre du double pour le flux et de + 50% pour la VLE en concentration).</p> <p>L'exploitant doit justifier ces dépassements.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Transmission GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p> <p>Constats : Le cadre GIDAF sera mis à jour par l'inspection des installations classées après l'établissement du nouveau plan de surveillance, seul le rejet 2 du puits St Laurent est renseignable actuellement. Le cadre du rejet 3 "Grand collecteur" n'est pas créé dans GIDAF et ne peut donc pas être renseigné par l'exploitant.</p> <p>Les hydrocarbures ne sont pas renseignés de manière quotidienne dans GIDAF au niveau du Puits St Laurent comme prévu par l'arrêté préfectoral, il convient de renseigner GIDAF comme prévu article 12 de l'AP du 13/01/2014.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Les intervenants extérieurs réalisant l'autosurveillance sont accrédités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contrôle de recalage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
Constats : Les prélèvements et les analyses sont réalisés par des laboratoires accrédités, le contrôle de recalage n'est donc pas nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2010, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, prélèvement eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les quantités d'eau prélevées dans l'étang de la Marolle sont limitées à 900 000 m ³ /an. Une convention encadrant les conditions de prélèvement est établie entre l'exploitant et le gestionnaire (communauté urbaine Montceau - Le Creusot) du bassin de la Marolle.
Constats : La convention est à faire parvenir à l'inspection des installations classées. Cette convention a été transmise par mail par l'exploitant le 27/10/2022. Le volume maximum autorisé est de 900 000 m ³ /an, or en 2021 : 170 000 m ³ ont été prélevés, le volume maximum pourra être revu à la baisse dans l'arrêté préfectoral complémentaire à venir.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Rejets effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2010, article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Débit maximum journalier eaux industrielles du rejet 2 "Puits St Laurent" : 450 m³/j.</p> <p>En cas d'arrêt indispensable pour maintenance du circuit fermé des eaux de refroidissement, les eaux de procédés utilisées pour le refroidissement des fours et des bûches de trempe des pièces pourront être rejetées exceptionnellement dans le puits St Laurent et dans le grand collecteur sous réserve de la prise en compte de ce mode dégradé dans la convention de déversement.</p> <p>L'exploitant dispose d'une convention et d'une autorisation de déversement pour les rejets n°2 et n°3.</p> <p>Constats : Le débit maximal journalier est parfois dépassé concernant le rejet 2 du Puits St Laurent en cas de pluies abondantes compte-tenu du fait que les eaux pluviales de toitures de l'atelier HO ouest se déversent dans ce rejet, c'est prévu ainsi dans l'arrêté préfectoral. Le débit moyen journalier sur l'année est cependant respecté.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu montrer qu'il disposait d'une convention et d'une autorisation de déversement pour les rejets n°2 et n°3 le jour de l'inspection.</p> <p>Les documents ont été fournis par courriel le 27 octobre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Protection des milieux récepteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2010, article 8.6.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Système de confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un système de confinement étanche aux produits collectés et suffisamment dimensionné avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par le chapitre 4.3.7.1 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>Il est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. Des vannes guillotine existent sur le réseau d'eau pluviale.</p> <p>Constats : L'exploitant doit fournir le ou les plan(s) du système de confinement susceptible de recueillir les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie, et son processus de vidange.</p> <p>Les plans ont été transmis par mail le 27 octobre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet